

Sauvons nos PME, grandes oubliées de la crise des gilets jaunes !

Après 1 mois de crise sociale et 3 week-ends de fermeture forcée, le sort de nos PME tend à devenir un des aspects les plus critiques de la crise « gilets jaunes ». Conseils des PME depuis 20 ans, Stéphane Cohen et Daniel Ramakichenane, fondateurs de la banque d'affaires Wingate, saluent les initiatives du gouvernement en matière de soutien aux PME touchées par cette crise. Mesures qu'ils souhaitent voir déployées massivement pour un sauvetage d'urgence de tout un pan de notre économie.

Accompagnant les PME de tous secteurs en difficulté, nous savons bien qu'elles se fragilisent année après année du fait de la concurrence du digital. Et surtout en ces périodes de fêtes de fin d'année. Or cette fragilisation pourrait se voir considérablement accélérée par la « vague jaune » de ces dernières semaines ... **Les petites et moyennes entreprises sont les acteurs oubliés de la crise sociale que nous connaissons !**

Cette crise sociale pourrait ainsi glisser vers des conséquences structurelles graves avec, comme principal fait aggravant, la période des fêtes de fin d'année. En effet, certaines PME jouent l'année entière sur les 3 semaines précédant Noël.

A titre d'exemple, dans le domaine du Jouet que nous connaissons bien, où les grandes enseignes telles que la Grande Récré et Toys'R'Us se relèvent tout juste de leurs difficultés financières, plus de 60 % du chiffre d'affaires se réalise entre le Black Friday et la fin de l'année. Dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, les professionnels considèrent même cette crise comme pire que l'« après attentats » de 2015, qui a fait chuter le niveau du tourisme, notamment dans la capitale. Tout comme certains commerçants de l'avenue de la Grande Armée que nous soutenons, beaucoup d'entreprises ne pourront s'en sortir alors même qu'il faudra plusieurs semaines aux assureurs pour leur venir en aide.

Après trois week-ends de shopping empêché pour certains magasins et de destruction des vitrines de Noël pour d'autres, c'est donc un véritable état d'urgence qu'il faut désormais déclarer : les dernières manifestations ont paralysé les commerces de proximité des grandes villes, comme ce fut le cas à Paris et à Bordeaux ce dernier samedi. C'est désormais plus de 43% des consommateurs qui déclarent vouloir privilégier les achats en ligne plutôt que dans les commerces physiques*, faisant ainsi d'Amazon le grand bénéficiaire de cette révolte populaire...

Dans ce cadre, nous ne pouvons que se féliciter des mesures de soutien aux PME mise en place par le gouvernement pour les aider à traverser la crise des gilets jaunes, dont notamment :

- Des délais de paiement pour les échéances fiscales et sociales sans aucune majoration ou pénalité de retard à toute entreprise qui en fait la demande et qui justifie que sa défaillance est directement liée au mouvement des gilets jaunes ;
- L'autorisation d'ouverture le dimanche pour compenser les pertes si les entreprises considèrent cette mesure comme permettant de récupérer une partie des ventes non réalisées en s'adressant au Préfet de son département pour obtenir l'autorisation d'ouvrir le dimanche ;
- L'octroi de financement court terme : les banques ayant été sensibilisées pour analyser les demandes de crédit de trésorerie court terme « avec la plus haute bienveillance et au cas par cas » en faveur des entreprises touchées par les événements de gilets jaunes ;
- Une facilitation pour l'octroi de crédits bancaires en vue de renforcer la trésorerie : BPI France interviendra pour faciliter le report d'échéances dans le remboursement des prêts qu'elle garantit et propose également des garanties plus importantes sur les crédits de renforcement de la trésorerie dans le cadre de l'octroi ou du maintien de crédit bancaires.

Connaissant bien les crises financières des petites et moyennes entreprises, nous mobilisons nos équipes pour déployer au plus vite ces mesures de soutien et éviter, à tout prix, l'isolement des dirigeants en difficulté.

Ajouté à ces besoins à court terme, nous souhaitons interpeler le gouvernement afin qu'il établisse un véritable plan Marshall dans les semaines à venir pour inciter les Français à consommer auprès de leurs commerçants de proximité. En effet, une mobilisation forte ET générale est désormais la seule issue si l'on veut éviter une désertification des centres villes identique à celle qui a suivi la disparition de nos industries.

Dans ce contexte, et plus que jamais, les chefs d'entreprise doivent savoir qu'ils ont le plein de soutien du gouvernement mais aussi des acteurs de la finance spécialisés dans ces situations de crise. Nous nous devons de nous mobiliser tous pour éviter la chute de tout un pan de notre économie.

**(Sondage Perifem/Opinionway du 07/12/2018)*

**Stéphane Cohen et Daniel Ramakichenane,
associés fondateurs Wingate**